



PREFECTURE DES ARDENNES

DIRECTION DES RELATIONS
AVEC LES COLLECTIVITES LOCALES

BUREAU DE L'URBANISME,
DE L'ENVIRONNEMENT
ET DE LA CULTURE

ARRETE PREFECTORAL COMPLEMENTAIRE
à l'arrêté préfectoral n° 4335 du 7 juillet 1995 concernant les activités exercées par la
société ITW SPRAYTEC à Vireux-Molhain

VU le code de l'environnement – Livre V – titre 1^{er}, relatif aux installations classées pour la protection de l'environnement et notamment les articles L 511-1 et L 512-7,

VU le décret n° 77-1133 du 21 septembre 1977 modifié, et notamment l'article 18,

VU le décret du 25 juin 2002, portant nomination de M. Bernard LEMAIRE en qualité de Préfet des Ardennes,

VU l'arrêté ministériel du 2 février 1998 relatif aux prélèvements et à la consommation d'eau ainsi qu'aux émissions de toute nature des installations classées pour la protection de l'environnement soumises à autorisation,

VU l'arrêté ministériel du 10 mai 2000 relatif à la prévention des accidents majeurs impliquant des substances ou des préparations dangereuses présentes dans certaines catégories d'installations classées pour la protection de l'environnement soumises à autorisation,

VU l'arrêté préfectoral n° 4335 du 7 juillet 1995 concernant les activités exercées par la société SPRAYTEC à Vireux-Molhain,

VU l'arrêté préfectoral n° 2003/174 du 9 juillet 2003 donnant délégation de signature à M. Pierre CASTOLDI, Secrétaire Général de la Préfecture des Ardennes,

VU les rapports d'études réalisées par la société ERM France et en particulier le diagnostic initial et évaluation simplifiée des risques et le projet de réhabilitation/système d'extraction et traitement des gaz du sol,

VU le rapport réf. SA3-PC/JL-n° 03/118 du 20 mai 2003 de l'inspection des installations classées pour la protection de l'environnement.

VU l'avis émis par le Conseil Départemental d'Hygiène lors de sa séance du 3 juillet 2003,

VU la lettre AG/2003/1902 du 10 juillet 2003 portant à la connaissance de l'exploitant le projet d'arrêté statuant sur cette affaire,

VU le courrier du 23 juillet 2003 de l'exploitant faisant part de ses observations sur le projet d'arrêté statuant sur cette affaire,

Considérant que les remontées gazeuses dues à la pollution du sol ne sont pas compatibles avec les activités de la société SPRAYTEC,

Considérant que le site est soumis à la législation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement,

Considérant que le diagnostic initial et l'évaluation simplifiée des risques réalisés par la société ERM France montre un constat d'impact significatif sur la nappe alluviale de la Meuse,

Considérant que suivant la méthodologie préconisée par le ministère chargé de l'environnement sur la gestion des sites potentiellement pollués, un constat d'impact sur une cible conduit à un classement du site en classe 1 (c'est-à-dire site pollué à traiter) et que dans ces conditions, il convient de réaliser une évaluation détaillée des risques pour définir les objectifs de réhabilitation,

Considérant qu'il existe un risque lié à la migration des polluants de la nappe alluviale de la Meuse au fleuve Meuse lui-même, ainsi qu'à la migration de ces mêmes polluants vers le captage AEP situé à 1 700 mètres en aval du site et vers un puits privé situé à 400 mètres en aval du site. Il convient donc de confiner hydrauliquement la pollution,

Considérant que compte-tenu des constats d'impact sur les eaux souterraines mis en évidence par l'évaluation simplifiée des risques, il apparaît nécessaire de mettre en place un réseau de surveillance de la qualité des eaux souterraines au droit du site d'exploitation de Vireux-Molhain, et de rechercher sur le réseau mis en place ainsi que sur la nappe alluviale de la Meuse les différents paramètres fixés par le présent arrêté,

ARRETE

ARTICLE 1 : OBJET

La société ITW SPRAYTEC, représentée par Monsieur MAGLIA François, directeur du site, sise Zone Industrielle C – BP 15 à Vireux-Molhain (08320) est tenue de réaliser les études et dispositifs prescrits par le présent arrêté pour le site d'exploitation de Vireux-Molhain.

ARTICLE 2 : ETUDES COMPLEMENTAIRES

L'exploitant est tenu de réaliser, dans un délai de deux mois à compter de la notification du présent arrêté, un diagnostic approfondi et une évaluation détaillée des risques (EDR).

2.1 - Etude diagnostic approfondi

Une étude "diagnostic approfondi" doit être réalisée par un bureau d'études spécialisé.

Cette étude visera les points suivants :

- la description du site dans son état actuel (situation des bâtiments, état de ceux-ci, dépôts de déchets, etc.), avec plans et zonage éventuel ;
- la description des différents réseaux qui équipent ou équipaient le site, ainsi que leur état actuel ;
- la situation des différentes sources de pollution, avec leur extension spatiale ;
- la caractérisation de ces sources : état physique des polluants rencontrés, nature chimique de ceux-ci, avec si possible la spéciation s'il s'agit de métaux lourds, concentrations des polluants ;
- les caractéristiques des polluants identifiés, tant du point de vue toxicologique, que cancérogène ;
- l'étude hydrogéologique et hydrologique du site : présence de nappes d'eaux souterraines, sens d'écoulement, liaison de celles-ci avec le réseau d'eaux de surface, présence de faille sur ou à proximité du site, protection des nappes d'eaux souterraines, usage de celles-ci (alimentation en eau potable, puits privés, etc, ...) ;
- la description de l'environnement du site : présence d'autres activités, d'habitat à proximité immédiate ou non, de bâtiments collectifs (écoles ..), présence d'habitants autorisés ou non sur le site, fréquentation de celui-ci ;
- la description de la faune et de la flore sur le site et impact éventuel de la présence de polluants sur celles-ci ;
- l'usage actuel et futur du site ;
- la description des modes de transfert des polluants vers les cibles ;
- la description des effets de ces transferts des polluants vers les cibles à court, moyen et long terme, à l'aide, notamment de modèles hydrodispersifs en ce qui concerne le transfert par les eaux souterraines, et l'impact sur la santé des personnes, travaillant notamment sur le site (émanations gazeuses éventuelles) et des personnes pouvant consommer des légumes irrigués par un puits privé en aval.

2.2 - Evaluation détaillée des risques

Une évaluation détaillée des risques doit être réalisée par un bureau d'études spécialisé.

Cette évaluation doit permettre :

- d'identifier les sources induisant des risques importants inacceptables pour l'homme et son environnement, et nécessitant une réhabilitation pour limiter, voire éliminer les risques connus ;
- de définir les objectifs de traitement, sur la base des connaissances scientifiques du moment et des techniques disponibles à un coût supportable, compatibles avec un usage préétabli du site et de son environnement ;
- de déterminer une stratégie de réhabilitation adaptée au site en indiquant quelles actions peuvent permettre de limiter le risque, le changement d'affectation étant l'une de ces actions, le cas échéant ;
- de déterminer les actions permettant de minimiser les risques d'exposition des hommes, aux différents stades d'intervention sur le site et de réduire les possibilités de contamination de l'environnement, notamment des phases ultérieures de traitement et de réhabilitation du site ;
- en étudiant différents scénarios d'utilisation du site.

L'évaluation détaillée des risques doit viser, notamment les points suivants :

- les caractéristiques des polluants rencontrés sur le site, caractéristiques toxiques et cancérogènes ;
- la description des scénarios choisis et la justification des choix ;
- la description des voies d'exposition aux polluants, et la justification des choix; la quantification des doses journalières absorbées selon les différentes voies d'exposition; la description du modèle d'exposition utilisé ;
- le résultat en termes de risque toxique et cancérogène, avec l'estimation des incertitudes liées à ces résultats ;
- l'avis de l'expert sur l'usage prévu du site en fonction des résultats de l'évaluation détaillée des risques.

ARTICLE 3 : TRAVAUX DE DEPOLLUTION

La société ITW SPRAYTEC est autorisée à procéder à une première phase de dépollution des sols et des eaux souterraines de son site d'exploitation de Vireux-Molhain.

Ces travaux consisteront : à extraire les polluants volatils des sols et de la nappe alluviale de la Meuse, par circulation d'air; à traiter l'air et l'eau pollués suite après extraction par des filtres au charbon actif.

Il doit être fait appel à des techniques de traitement performantes qui doivent assurer des valeurs limites de rejets atmosphériques et dans les eaux rejetées suivantes :

VALEURS LIMITES DES REJETS :

Rejets atmosphériques :

. COV 20 mg/m³



Rejets dans les eaux superficielles :

. AOX totaux..... 1 mg/l

. Hydrocarbures 1 mg/l

. Métaux : - plomb..... 50 µg/l
 - cadmium 5 µg/l
 - cuivre..0..... 1 mg/l
 - nickel 50 µg/l
 - zinc..... 5 mg/l

SURVEILLANCE ET CONTROLE DES REJETS :

Les rejets atmosphériques seront contrôlés de façon :

- * journalière pendant la première semaine de fonctionnement de l'installation ;
- * hebdomadaire pendant le mois suivant puis bi-hebdomadaire ensuite.

Les eaux de traitement seront collectées en cuves ou bassins étanches avant leur rejet. Ces rejets seront analysés avant leur évacuation vers le réseau de collecte des eaux vannes, qui aboutit à la station d'épuration de la ville de Vireux-Molhain. L'exploitant doit obtenir l'autorisation de rejeter du gestionnaire de la dite station.

Les résultats des mesures seront communiqués dès leur réception à l'inspection des installations classées. Les documents justificatifs doivent être conservés 3 ans.

ARTICLE 4 : DECHETS

Les diverses catégories de déchets doivent être collectées séparément puis valorisées ou éliminées dans les installations appropriées autorisées à recevoir ces déchets.

L'exploitant doit être en mesure de justifier l'élimination de ses déchets sur demande de l'inspection des installations classées. Les documents justificatifs doivent être conservés 3 ans.

Les déchets dangereux tel que définis dans le décret n° 2002-540 du 18 avril 2002 relatif à la classification des déchets produits par l'établissement feront, par type, l'objet d'une fiche d'identification. Celle-ci précise notamment, le classement du déchet suivant la nomenclature nationale, les indications permettant son identification (analyses du contenu des conteneurs) et toutes informations utiles à son élimination conformément aux dispositions du Livre V titre 4 du code de l'environnement et de ses textes d'applications. Cette fiche est communiquée à l'éliminateur et une copie en est tenue à disposition de l'inspection des installations classées.

Chaque lot de déchets dangereux expédié vers l'éliminateur doit être accompagné du bordereau de suivi établi en application de l'arrêté ministériel du 4 janvier 1985 relatif au contrôle des circuits d'élimination des déchets générateurs de nuisances.

L'exploitant tient à jour un registre précisant la nature et la quantité de déchets produits ainsi que leur destination (date de l'enlèvement, transporteur, éliminateur, nature de l'élimination).

La production de déchets dans l'établissement, leur valorisation ou leur élimination fera l'objet d'un bilan trimestriel transmis à l'inspection des installations classées.

ARTICLE 5 : CONFINEMENT DE LA NAPPE

L'exploitant doit mettre en place dans un délai de 3 mois un confinement hydraulique de la nappe alluviale de la Meuse, afin d'éviter la migration de la pollution, lors des travaux de dépollution. Les modalités de réalisation de ce confinement doivent être, dans un délai de 2 mois, soumises à l'accord préalable de l'inspection des installations classées.

Les rejets aqueux et atmosphériques doivent respecter les dispositions de l'article 3 du présent arrêté.

ARTICLE 6 : BILAN DE LA PREMIERE PHASE DE DEPOLLUTION

L'exploitant doit transmettre, six mois après la notification du présent arrêté, au Préfet des Ardennes un rapport visant :

- à donner un bilan des premiers travaux de confinement et de dépollution,
- à décrire les nouveaux travaux de dépollution en fonction de l'évaluation détaillée des risques (EDR).

ARTICLE 7 : SURVEILLANCE DES EAUX SOUTERRAINES

L'exploitant est tenu de mettre en place un réseau de surveillance de la qualité des eaux souterraines au droit du site d'exploitation de Vireux-Molhain, comprenant au moins un piézomètre en amont hydraulique du site et deux en aval. L'exploitant transmettra pour avis à l'inspection des installations classées, sous **1 mois** à compter de la notification du présent

arrêté, une notice établie par un hydrogéologue extérieur explicitant le nombre de piézomètres nécessaire et leur implantation.

Suite à l'implantation de ces piézomètres, l'exploitant assurera une surveillance de la qualité des eaux souterraines au niveau des piézomètres mis en place ainsi que sur la nappe alluviale de la Meuse en faisant réaliser les prélèvements et analyses suivantes, sous **deux mois puis suivant une fréquence trimestrielle** : les hydrocarbures totaux, les H.A.P., les AOX totaux tels que trichloréthylène, 1,1,1-cis- dichloréthylène, dichlorométhane, 1,1,1-trichloroéthane, 1,1- dichloroéthane, 1,1- dichloroéthylène, les BTEX, le chlorure de vinyle et les métaux suivants : plomb, cadmium, cuivre, nickel et zinc.

ARTICLE 8 : DELAI ET VOIE DE RECOURS

La présente décision peut être déférée au Tribunal Administratif de Châlons en Champagne. Le délai de recours est de deux mois pour l'exploitant. Ce délai commence à courir du jour où la présente décision a été notifiée.

ARTICLE 9 : SANCTIONS

Faute pour l'intéressé de se conformer au présent arrêté, il pourra être fait application, indépendamment des sanctions pénales encourues, des sanctions administratives prévues à l'article L.514-1 du Code de l'Environnement susvisé.

ARTICLE 10 : PUBLICITE

Une copie du présent arrêté sera déposée à la mairie de Vireux-Molhain.

Un extrait dudit arrêté, énumérant les prescriptions auxquelles l'établissement est soumis, sera affiché pendant un mois à la mairie de Vireux-Molhain et de façon visible et permanente dans l'établissement.

Un avis sera inséré par les soins du Préfet des Ardennes et au frais de l'exploitant dans deux journaux locaux diffusés dans tout le département

ARTICLE 11 : EXECUTION ET AMPLIATION

Le Secrétaire Général de la Préfecture des Ardennes et l'inspecteur des installations classées sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à la société ITW SPRAYTEC et dont copie sera transmise, pour information, au Maire de Vireux-Molhain.

Charleville-Mézières, le 29 septembre 2003

Pour Ampliation
Le Directeur

Pour le Préfet
Le Secrétaire Général

Christian ROBBE-GRILLET

Signé : Pierre CASTOLDI